



Commune de Montrevel-en-Bresse

CONTRAT D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE

Pour une mission de programmation à l'échelle de l'îlot urbain en
cohérence avec l'extension de la Maison Médicale

MAITRE D'OUVRAGE :

La commune de Montrevel-en-Bresse

Cité administrative,

Place de la Résistance

01340 MONTREVEL-EN-BRESSE

Représentée par : Jean-Yves Brevet, Maire, en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du

Comptable assignataire :

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés au comptable assignataire désigné ci-dessus dans les conditions fixées, selon la nature de la cession, par le code civil ou par l'article R.313-15 du code monétaire et financier

PRESTATAIRE :

IN TERRA

Place de la Résistance

01340 MONTREVEL EN BRESSE

Représenté par : Michel LEMAIRE, Président Directeur Général.

SIRET : 794 415 612 00025

Objet du marché :

Mission en vue de réaliser l'étude de programmation à l'échelle de l'îlot urbain en cohérence avec le projet d'extension de la Maison Médicale de Montrevel-en-Bresse.

Date de notification le :

Cette notification vaut ordre de commencer les prestations.

SPL INTERRA - Mission AMO en vue de réaliser l'étude de programmation à l'échelle de l'îlot urbain en cohérence avec le projet d'extension de la Maison Médicale de Montrevel-en-Bresse

SOMMAIRE

PREAMBULE	5
ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES	6
1.1 Objet du contrat	6
1.2 Décomposition en tranches	7
1.3 Durée du contrat	7
1.4 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	7
1.5 Utilisation des résultats	7
1.6 Représentation des parties	7
1.7 Sous-traitance	7
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	8
ARTICLE 3 - FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE	8
ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION ET D'ACCEPTATION DES PRESTATIONS	8
4.1 Délai d'exécution et d'acceptation des prestations	8
4.2 Dossiers à fournir par le titulaire	8
4.3 Achèvement de la mission	8
ARTICLE 5 - REMUNERATION DU TITULAIRE	8
5.1 Montant de la rémunération du titulaire	8
5.2 Sous-traitance	9
5.3 Forme du prix	9
5.4 Tranches optionnelles	10
ARTICLE 6 – AVANCE	10
ARTICLE 7 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	10
7.1 Règlement du prix	10
7.2 Délais de paiement	11
7.3 Intérêts moratoires	12
7.4 Mode de règlement	12
ARTICLE 8 - DELAIS - PENALITES	12
8.1 Etablissement des documents	12
8.2 Délais de vérification des décomptes et pénalités	12
8.3 Autres pénalités	13
8.4 Prime pour réalisation anticipée des prestations	13
ARTICLE 9 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	13
ARTICLE 10 - RESILIATION DU CONTRAT	13
10.1 Résiliation pour motif d'intérêt général	13
10.2 Résiliation du contrat aux torts du titulaire	13
ARTICLE 11 - ASSURANCES	14
11.1 Assurances de responsabilités	14
11.2 Assurances des travaux	14
11.3 Dispositions diverses	14
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	15

SPL TERRA - Mission AMO en vue de réaliser l'étude de programmation à l'échelle de l'ilot urbain en cohérence avec le projet d'extension de la Maison Médicale de Montrevel-en-Bresse

ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU CCAG.....	15
ARTICLE 14 - DECLARATIONS.....	15
ANNEXE I – DEVIS DETAILLE / REPARTITION PAR SOUS TRAITANT PROPOSES.....	17
ANNEXE II – Acte spécial de sous-traitance.....	18

ENTRE

La commune de Montrevel-en-Bresse

Cité administrative

Place de la Résistance

01340 MONTREVEL-EN-BRESSE

Représentée par : Jean-Yves Brevet, Maire, et désignée dans ce qui suit par les mots "la Collectivité" ou "le Maître d'ouvrage"

D'UNE PART

ET

IN TERRA, Société Publique Locale au capital de 262 500 €,

dont le siège social est situé Place de la Résistance – 01340 MONTREVEL-EN-BRESSE

- Immatriculée à l'INSEE / Code APE : APE 7112B

- Numéro d'identification au registre du commerce : Bourg-en-Bresse 794 415 612

Représentée par Monsieur Michel LEMAIRE, son Président Directeur Général, en vertu d'une délibération du conseil d'administration de la société en date du 8 septembre 2020.

et désignée dans ce qui suit par les mots "la SPL" ou "le titulaire" ou "l'AMO »

Assurances : Compagnie : **ALLIANZ IARD**

N° Police : **RC n° M24.173.012**

D'AUTRE PART

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La commune de Montrevel-en-Bresse a été sollicitée par les médecins de la Maison Médicale au 24 rue du stade pour un projet de réhabilitation-extension du bâtiment dont la construction date de 1977. Les professionnels de santé propriétaires du bâtiment, regroupés au sein de trois SCI, ne sont pas certains de pouvoir engager ce projet d'un point de vue financier et organisationnel, projet pourtant nécessaire à l'exercice de leur activité ; Ils ont ainsi sollicité l'aide de la ville qui a, à son tour, sollicité la SEM Foncière Cœur de ville, pour étudier la faisabilité du projet immobilier.

En parallèle de cette étude, la Mairie a étudié la possibilité de devenir acquéreur du foncier voisin, dans une vision prospective, en continuité du projet de la réhabilitation-extension de la Maison médicale. La commune est propriétaire de la parcelle AB182. La parcelle voisine, AB180, appartient au département de l'Ain (ex centre routier) et la commune envisage l'acquisition de celle-ci. Une autre parcelle à proximité, AB181, contient une maison a priori à l'abandon.

Au total, c'est un projet complet de « pôle de santé » allié à de l'habitat qui pourrait s'étendre sur environ 5000m² au sein de l'îlot urbain sur ces trois parcelles, pour une programmation en cohérence avec l'extension de la Maison Médicale actuelle, et en lien avec d'éventuels besoins de nouveaux professionnels de santé, dont du stationnement public. La Mairie s'interroge en effet sur la possibilité de créer des logements en étages en sus des rez-de-chaussée à vocation tertiaire d'offre de soins et de santé, voire peut-être commerciale.



Afin d'approcher d'une manière générale la programmation urbaine, il conviendra de s'appuyer sur les fonds documentaires en possession de la Commune de Montrevel-en-Bresse qu'il conviendra de faire compléter. Il est à noter que la présence de l'ancien centre routier du Conseil départemental de l'Ain implique également un diagnostic de pollution des sols et de présence d'HAP dans les enrobés.

L'étude aboutira à un plan guide final, une étude de capacités, et des lignes directrices pour la réalisation d'une OAP dans le PLU de la commune si elle le désire (OAP à charge du bureau d'études réalisant le PLU pour le compte de la commune). Les invariants déjà notés pour la collectivité sont l'extension de la Maison Médicale pour les professionnels de santé y exerçant et la constitution de stationnement pour cet usage.

La mission proposée est décomposée en trois phases :

- **Etat des Lieux** : c'est une étape clé de la mission car c'est durant cette phase que devra être identifié l'ensemble des contraintes physiques, économiques et environnementales, et que le programme sera enrichi en termes d'aménagements paysagers, de gestion de l'espace et de développement durable. Il sera procédé à une analyse des données à distance qui seront complétées par des reconnaissances sur site.

Une rencontre des élus sera réalisée, pour prendre en compte leurs souhaits de développement dans la commune ainsi que ceux des professionnels de santé exerçant dans la Maison Médicale ou ceux qui désireraient rejoindre le secteur à l'avenir.

L'accord du Département sera recueilli afin de connaître les diagnostics éventuellement réalisés sur leur parcelle, ou le cas échéant, diligenter des diagnostics sur leur parcelle : amiante-plomb avant démolition sur les bâtiments, diagnostic de pollution des sols/présence d'HAP dans les enrobés de voirie... Cela sera le cas pour les parcelles voisines également. La SPL In Terra organisera, pour ce faire, la consultation des BET et s'assurera de la bonne réalisation de ces relevés (organisation des visites, relation avec le département...). **La prise en charge des relevés complémentaires reste à la charge de la commune (ou du département s'agissant de ses parcelles, en fonction des éventuels accords entre les deux parties).** Cette étape de recueil de données permettra d'aboutir à une feuille de route pour la faisabilité.

- **Faisabilité** : sur la base de la feuille de route, il sera proposé des scénarii programmatiques à l'aide de schémas fonctionnels, de plans, coupes permettant de proposer des aménagements et une implantation de bâtiment(s) adaptés aux différents enjeux et objectifs retenus ; il sera prévue une réunion de travail intermédiaire avec la maîtrise d'ouvrage pour opérer à des recalages en vue de la version finalisée de la faisabilité. La faisabilité aboutira en un schéma fonctionnel de synthèse qui pourra servir de base à la création d'une OAP dans le PLU de la commune (l'OAP reste à charge du bureau d'études réalisant le PLU pour le compte de la commune). Une maquette 3D pourra être réalisée (option), si la collectivité le souhaite, pour matérialiser les volumes dans leur environnement.

- **Note de Synthèse Valant Programme** : la faisabilité finale fera l'objet d'une retranscription en notice de programmation, servant de base pour la réalisation de l'OAP, et une estimation financière de l'aménagement envisagé.

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du contrat

Le présent contrat est un contrat de prestations intellectuelles, relatif à l'étude de programmation à l'échelle de l'îlot urbain entre les rues du stade et des Carronières, en cohérence avec l'extension de la Maison Médicale de Montrevel-en-Bresse (cf. plan de la figure 1).

Il devra aboutir à la production d'une étude de programmation qui devra comprendre :

- un état des lieux,
- le recensement des problématiques rencontrées à l'échelle de l'îlot et du quartier,
- les enjeux auxquels devront répondre les aménagements, en lien avec le projet d'extension de la Maison Médicale
- des visuels des aménagements projetés (plans, schémas d'intention)
- le chiffrage des aménagements projetés
- Retranscription en notice de programmation du projet souhaité

SPL INTERRA - Mission AMO en vue de réaliser l'étude de programmation à l'échelle de l'îlot urbain en cohérence avec le projet d'extension de la Maison Médicale de Montrevel-en-Bresse

Ce document devra servir de base pour la consultation de maîtrise d'œuvre.

1.2 Décomposition en tranches

☐ Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

■ Il est prévu une décomposition en tranches : la tranche optionnelle ne sera affirmée que si la commune le décide.

Tranche ferme : phases précitées (état des lieux – faisabilité – note de synthèse valant programme).

Tranche optionnelle : maquette 3D, au sein de la phase 2 « faisabilité ».

1.3 Durée du contrat

Les prestations résultant du contrat pour la tranche ferme sont à réaliser dans le délai global prévisionnel de **6 mois**, à compter de sa notification.

A titre indicatif, le début de l'intervention de l'Assistant au Maître d'Ouvrage est prévu pour le : **15 mai 2025**.

Les prestations résultant du contrat pour la tranche optionnelle, si elle est affirmée, sont à réaliser dans le délai global prévisionnel complémentaire de **1 mois**, à compter de sa notification par ordre de service.

1.4 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG PI.

1.5 Utilisation des résultats

Il est entendu que les prestations réalisées ne constituent pas des résultats tels que définis par l'article 32.1 du CCAG PI. Elles ne sont donc pas soumises aux dispositions du Chapitre V du CCAG PI.

1.6 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG PI, dès la notification du contrat, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du contrat et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du contrat.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires du présent contrat sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du contrat.

1.7 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé au contrat, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera, dans les conditions définies à l'article 10 ci-dessous, résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG PI. Notamment, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles particulières et leur ordre de priorité sont les suivants :

- Le présent contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage
- La proposition financière établie par IN TERRA en date du 10 février 2025

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 MARS 2021 (publié au JO du 1^{ER} avril 2021) est applicable au présent contrat.

ARTICLE 3 - FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté,
- Lettre recommandée avec accusé de réception postal,
- Courriel avec accusé de réception.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée en préambule.

ARTICLE 4 – DELAI D'EXECUTION ET D'ACCEPTATION DES PRESTATIONS

4.1 Délai d'exécution et d'acceptation des prestations

Le délai global d'exécution est défini à l'article 1.3. Les délais d'exécution pour les différentes prestations seront définis en accord avec la collectivité en début de mission.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, les délais dans lesquels le maître d'ouvrage procédera à l'acceptation de chacune des prestations sont fixés à 1 mois. Ils courent à compter de la date de remise de ces documents au maître d'ouvrage.

L'absence de réponse du maître d'ouvrage dans les délais vaut acceptation des documents.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, le maître d'ouvrage n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures de la vérification des documents remis pour acceptation.

4.2 Dossiers à fournir par le titulaire

A l'issue de sa mission, le prestataire remettra à la commune de Montrevel-en-Bresse un dossier de programmation détaillé, en vue de l'éventuelle poursuite de l'étude par un avant-projet avec un maître d'œuvre et/ou un assistant à maîtrise d'ouvrage.

4.3 Achèvement de la mission

La mission de l'assistant au maître d'ouvrage s'achève à la remise du dossier de programmation.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du maître d'ouvrage ou de son représentant, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de deux mois à compter de la demande du titulaire.

L'absence de décision dans ce délai vaut admission des prestations.

ARTICLE 5 - REMUNERATION DU TITULAIRE

5.1 Montant de la rémunération du titulaire

Les prestations de l'assistant à maître d'ouvrage seront rémunérées par application d'un prix forfaitaire basé sur les conditions économiques prévues ci-dessus.

SPL INTERRA - Mission AMO en vue de réaliser l'étude de programmation à l'échelle de l'ilot urbain en cohérence avec le projet d'extension de la Maison Médicale de Montrevel-en-Bresse

Tranche ferme :

Montant forfaitaire Hors T.V.A. tranche ferme :	9 935,00 €
Montant TVA au taux de 20,0 % tranche ferme :	1 987,00 €
Montant T.T.C de la tranche ferme :	11 922,00 €
Montant TTC (en lettres) de la tranche ferme :	onze mille neuf cent vint-deux euros.

Tranche optionnelle :

Montant forfaitaire Hors T.V.A. tranche optionnelle :	1 000,00€
Montant TVA au taux de 20.0% tranche optionnelle :	200,00€
Montant T.T.C. de la tranche optionnelle :	1 200,00€
Montant TTC (en lettres) de la tranche optionnelle :	mille deux cent euros.

Le montant de la rémunération fixé ci-dessus est établi sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois de février 2025 (mois Mo).

Il comprend l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exécution du contrat : visites, réunions, déplacements, participations aux commissions, etc.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Décomposition du prix forfaitaire par élément de mission :

Le prix n'est pas lié au coût de l'ouvrage et fait l'objet de la décomposition ci-annexée

5.2 Sous-traitance

Le titulaire :

- ☐ n'envisage pas de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.
☒ envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que le titulaire envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

Le titulaire annexe au présent acte d'engagement les actes spéciaux de chacun des sous-traitants (cf. modèle ci-joint). Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée acceptée par la notification du contrat et qui prendra effet à la date de notification.

Nature de la prestation	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant de la prestation HT
Paysage, urbanisme, Ingénierie de l'espace urbain – tranche ferme	Bel Air Architectures	5 300 €
Maquette 3D - option	Bel Air Architectures	1 000€

5.3 Forme du prix

Le présent contrat est passé à prix ferme non actualisable.

5.4 Tranches optionnelles

La tranche optionnelle sera due par la collectivité à la SPL IN TERRA et ses sous-traitants dès lors qu'elle sera affermie. Les montants de rémunération et les montants sous-traités figurant aux articles ci-dessus.

En cas de non affermissement de cette tranche optionnelle, les montants associés ne seront pas dus ni à la SPL IN TERRA ni à ses sous-traitants.

ARTICLE 6 – AVANCE

Le contrat ne fait pas l'objet d'une avance.

ARTICLE 7 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

7.1 Règlement du prix

7.1.1 Demandes de paiement

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

7.1.2 Interprétation de l'article

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG PI les précisions suivantes sont apportées :

■ Le règlement du prix s'effectue par acompte mensuel sur la base de constats contradictoires de la réalisation des prestations effectuées le mois précédent par le titulaire dans les conditions suivantes :

Les missions d'assistance en phase d'études et de suivi de réalisation seront réglées au fur et mesure de leur avancement.

7.1.3 Demandes de paiement

Les demandes de paiement sont établis sur un modèle défini par la personne publique.

7.1.4 La demande de paiement

La demande de paiement d'acompte est établie par le titulaire, conformément à l'article 11.4 du CCAG PI.

Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG PI, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- les références du contrat ;
- le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- l'application de l'actualisation ou de la révision de prix ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- le cas échéant, les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.1.3.2 Demande de règlement partiel définitif

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.3 et 11.7 du CCAG PI ainsi qu'à l'article 7.1.3.1 ci-dessus, par le titulaire, dans un délai de 45 jours à compter de chaque décision distincte de réception des prestations ou dans un délai de 10 jours suivant la parution de l'index de référence permettant le calcul de la révision du solde ou de la révision définitive si celle-ci est postérieure.

Le titulaire transmet le décompte correspondant au règlement partiel définitif qui comporte en outre les parties suivantes :

- une récapitulation des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte,
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
 - au solde du règlement partiel définitif.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte partiel définitif qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.1.3.3 Solde du contrat

La demande de paiement du solde est établie, conformément à l'article 7.1.3.1 ci-dessus et à l'article 11.7 du CCAG PI, par le titulaire :

- dans un délai de 45 jours à compter soit :
 - de la décision de réception des prestations
 - de la dernière décision de réception distincte en cas de règlement partiel définitif
- Ou, par dérogation à l'article 11.7 du CCAG PI, dans un délai de 10 jours suivant la parution de l'index de référence permettant le calcul de la révision du solde ou de la révision définitive, si celle-ci est postérieure.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte,
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
 - au solde du contrat.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte pour solde qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.2 Délais de paiement

Le délai maximum de paiement de la rémunération du titulaire est de : 30 jours, à compter de la réception de la facture (demande d'acompte).

7.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels et du solde dans le délai fixé par le contrat donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile.

En cas de retard de paiement, le maître d'ouvrage sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

7.4 Mode de règlement

Le Maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent contrat par :

- Virement établi à l'ordre du titulaire (joindre un RIB)

Le dépôt des factures se fera via CHORUS PRO.

ARTICLE 8 - DELAIS - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG PI, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le contrat doivent être transmis par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

8.1 Etablissement des documents

8.1.1 Délais

Les délais d'établissement des documents sont fixés à l'article 4 du présent contrat.

Par dérogation à l'article 28.4 du CCAG PI, le titulaire n'a pas à aviser le maître d'ouvrage de la date à partir de laquelle les documents lui seront présentés.

8.1.2 Pénalités pour retard

- Il sera fait application de l'article 14.1 du CCAG-PI.

8.2 Délais de vérification des décomptes et pénalités

8.2.1. Délais de vérification

Le délai de vérification par l'assistant à maîtrise d'ouvrage des projets de décompte mensuel relatifs aux contrats objet de sa mission est fixé à 8 jours à compter de leur réception.

Ce délai est porté à 15 jours pour les acomptes pour solde et/ou les décomptes généraux relatifs aux marchés objet de sa mission.

8.2.2 Pénalités pour retard dans la vérification des décomptes, du solde et décomptes généraux

SPL INTERRA - Mission AMO en vue de réaliser l'étude de programmation à l'échelle de l'ilot urbain en cohérence avec le projet d'extension de la Maison Médicale de Montrevel-en-Bresse

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, si ces délais ne sont pas respectés, l'assistant à maîtrise d'ouvrage encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour calendaire de retard est fixé à 1/2 000 du montant, en prix de base hors TVA, de l'acompte de prestation correspondant.

Ce taux est porté à 1/10 000 par jour calendaire du montant du contrat concerné lorsque la vérification porte sur le décompte général de ce contrat.

Si l'assistant à maîtrise d'ouvrage n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

À l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais de l'assistant à maîtrise d'ouvrage défaillant.

8.2.3 Absence de mention de la date de réception du projet de décompte mensuel et de décompte final par l'assistant à maître d'ouvrage

L'assistant à maître d'ouvrage subira une pénalité forfaitaire de 50 euros, en cas d'absence de la mention de la date de réception ou de la date de remise de la demande de paiement du prestataire ou de l'entrepreneur.

8.3 Autres pénalités

Sans objet.

8.4 Prime pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 9 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Dans la mesure où des parties techniques sont prévues à l'article 4 du présent contrat, et ce conformément à l'article 22 du CCAG PI, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter, s'il y a lieu, l'exécution des prestations de l'AMO au terme de chacune des parties techniques, sans indemnité.

Cette disposition s'applique à chaque tranche ferme et/ou conditionnelle affirmée, s'il y a lieu.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une parties technique est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du contrat. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du contrat. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

ARTICLE 10 - RESILIATION DU CONTRAT

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 41 inclus du CCAG PI avec les précisions suivantes :

10.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 40 du CCAG PI et lorsque les conditions prévues à l'article 9 ci-dessus ne s'appliquent pas, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 40 du CCAG PI, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant Initial HT du contrat diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

Par dérogation aux articles 40 et 41.2.2.4 du CCAG PI, dans le cas d'un contrat décomposé en tranches ; ne seront pris en compte que les montants de la tranche ferme et des tranches conditionnelles affirmées.

10.2 Résiliation du contrat aux torts du titulaire

- En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 39 et 27 du CCAG PI avec les précisions suivantes :
 - Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le contrat aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG PI. La décision de

résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 41.5 du CCAG PI, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau contrat passé pour l'achèvement des prestations.

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- Par dérogation et en complément des articles 39 et 41.3 du CCAG PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 10 %.
- En complément à l'article 39 du CCAG PI, En cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

11.1 Assurances de responsabilités

11.1.1 Assurance de Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire du contrat doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quel que titre que ce soit, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent contrat.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à :

- 1,5 M€ / sinistre en RC Exploitation
- 1,5 M€ / sinistre et par année d'assurance en RC Professionnelle.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et le titulaire unique du contrat devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

11.1.2 Assurance de Responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire du contrat doit justifier, au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette attestation devra obligatoirement indiquer l'étendue des garanties apportées par sinistre sans pouvoir être inférieure à 1.500.000 €

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du contrôleur technique.

Le titulaire sera tenu également de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code civil ainsi que pour la garantie des dommages immatériels.

11.2 Assurances des travaux

Sans objet.

11.3 Dispositions diverses

11.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence ou insuffisance de garantie.

SPL TERRA - Mission AMO en vue de réaliser l'étude de programmation à l'échelle de l'ilot urbain en cohérence avec le projet d'extension de la Maison Médicale de Montrevel-en-Bresse

11.3.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire renonce à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

La loi française est seule applicable au présent contrat.

En cas de litige, les tribunaux du lieu d'exécution de la prestation sont seuls compétents.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relatifs au présent contrat doivent être rédigés en langue française.

La monnaie de compte du contrat est l'euro.

ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAG PI auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	2
11.7	7.1.3.3
14.1	8.2.2
14.3	8
22	9
28.2	4.1
28.4	8.1.1
28.5	4.1
40 et 41.2.2.4	10.1
39, 41.3 et 41.5	10.2

ARTICLE 14 - DECLARATIONS

A la signature du contrat, le titulaire a produit les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail.

Le titulaire s'engage également à produire les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail tous les 6 mois pendant l'exécution du contrat.

Fait à Montrevel-en-Bresse, le

En deux exemplaires.

Pour la Collectivité,

Jean-Yves Brevet, Maire de la commune de Montrevel-en-Bresse

Pour la SPL,

Michel LEMAIRE, Président Directeur Général de IN TERRA

Liste des pièces en annexe :

- **Annexe I – Devis détaillé / Répartition présumée par sous-traitant proposés**
 - **Annexe II – Acte spécial de sous-traitance**
-

	Honoraires AMO € HT	Part Sous Traitant Bel Air Architectures € HT	Part Titulaire SPL INTERRA € HT
Phase 1 : état des lieux			
» Réunion de lancement	790,00	200,00	590,00
» DT / collecte, synthèse des plans et données d'entrée	640,00		540,00
» Cahier des charges des relevés complémentaires (DIAG pollution, HAP voirie...), assistance consultation BET, et analyse des rendus	835,00		835,00
» Diagnostic du secteur (réglementaire, urbain, contraintes éventuelles, enjeux relevés...)	200,00	200,00	
» <u>Présentation du diagnostic et des enjeux relevés</u>	980,00	400,00	590,00
Phase 2 : Etude de faisabilité			
» Schémas fonctionnels, productions graphiques, scénarios d'aménagement	2 910,00	2 500,00	410,00
» Echanges avec parties prenantes projet, enjeux croisés, échanges BET PLU	560,00	200,00	360,00
» <u>Réunion Intermédiaire</u>	790,00	200,00	590,00
» Recalage projet suite réunion Intermédiaire : plan guide final	550,00	400,00	180,00
» Maquette 3D en option	1 000,00	1 000,00	
» <u>Présentation finale faisabilité</u>	790,00	200,00	590,00
Phase 3 : Note de synthèse valant programme			
» Notice de synthèse et chiffrage de l'aménagement urbain	1 540,00	1 000,00	540,00
» Solde dossier	410,00		410,00
TOTAL Mission Tranche ferme - € HT :	10 935,00	5 300,00	5 635,00
TVA à 20% Mission Tranche ferme :	2 187,00	1 060,00	1 127,00
TOTAL Mission € TTC Tranche ferme :	13 122,00	6 360,00	6 762,00
TOTAL Mission tranche ferme + tranche conditionnelle - € HT	11 935,00	6 300,00	5 635,00
TVA à 20% Mission tranche ferme + tranche conditionnelle :	2 387,00	1 260,00	1 127,00
TOTAL Mission € TTC Tranche ferme + tranche conditionnelle :	14 322,00	7 560,00	6 762,00

4.1.2. E II - Act 2 : 13 sous-traitance